

L'ajournement

Aucune de mes questions n'était censée être prise à la légère. Alors que près d'un million de Canadiens sont en chômage, que l'inflation reprend de plus belle, que le déficit fédéral dépasse les neuf milliards de dollars, ces questions sont graves et tous les Canadiens sérieux s'en soucient. Pourtant, l'homme vraiment responsable des politiques fiscales et financières du gouvernement, le ministre des Finances, les esquivait, donnant à entendre qu'il n'a jamais fixé ces objectifs pour le pays et que, de toute façon, cela importe peu.

Cette approche est par trop typique du gouvernement au pouvoir. Lorsqu'il s'aperçoit qu'il ne peut respecter ses propres normes de réalisation, il les repousse tout simplement ou déclare qu'après tout elles ne sont pas importantes. Lorsque le gouvernement actuel a adopté le programme du contrôle des prix et des salaires, il l'a fait avec beaucoup de tapage, proclamant qu'il réduirait l'inflation à 4 p. 100 cette année. Ne l'oublions pas. C'est le niveau d'inflation que s'était fixé le gouvernement. Or, l'inflation atteint aujourd'hui presque deux fois ce niveau; en fait, le mois dernier il était de 9.5 p. 100 sur une base annuelle; mais au lieu d'examiner sérieusement ses politiques et ses programmes, le gouvernement décide de reporter son objectif à deux ans plus tard.

Nous avons des exemples encore plus récents d'occasions où le ministre a ouvertement induit en erreur le public canadien. Vous vous rappellerez, monsieur l'Orateur, que le 20 octobre le ministre a déclaré que si nous acceptions son programme, l'inflation serait inférieure à 6 p. 100 en 1978. Le ministre a par la suite confirmé devant le comité des finances de la Chambre qu'en citant le chiffre de 6 p. 100, il voulait dire que le taux moyen d'inflation pour l'année 1978 tout entière s'établirait à 6 p. 100. Ce sont ses propres paroles.

● (2212)

Le 16 janvier dernier, il s'est rendu furtivement à Toronto pour parler devant le Canadian Club. Il a alors déclaré que le taux d'augmentation de l'indice des prix à la consommation serait ramené à 6 p. 100 d'ici à la fin de l'année, c'est-à-dire d'ici au mois de décembre de l'année en cours par opposition à son pronostic antérieur. Ce genre de tromperie de la part du ministre des Finances est totalement inacceptable. Il est grand temps que nous appelions les choses par leur nom. Il s'agit d'une déclaration tendant délibérément à induire en erreur le public canadien.

Le gouvernement semble se trouver dans une situation où il est prêt à se livrer à pratiquement n'importe quelle manœuvre pour éviter de devoir faire face à ses responsabilités devant l'état de notre économie. Il cherche à se justifier après-coup et à se trouver des excuses. Il essaie même de récrire l'histoire. Il est prêt à n'importe quoi sauf à admettre sa gabegie manifeste.

Nous avons pu nous en rendre compte récemment en comité lorsque le ministre des Finances, qu'il est d'ailleurs très difficile de faire comparaître devant un comité permanent de la Chambre, car il n'aime pas se faire poser des questions quand celles-ci le dépassent et ne sait pratiquement même pas ce qu'il fait, s'est efforcé de justifier un énorme déficit de onze milliards de dollars au chapitre des échanges commerciaux de produits manufacturés. C'est bien le chiffre record auquel en est arrivé notre pays à cause de ce gouvernement incompetent. Le ministre a alors fait une observation stupéfiante en déclarant qu'il s'agissait d'une question de définition. Il a dit que si on s'en tient strictement aux produits manufacturés, il y a

effectivement un déficit commercial de onze milliards de dollars. Toutefois, si l'on inclut certains autres produits qui sont aussi manufacturés jusqu'à un certain point, tel que le blé par exemple, qui est fabriqué dans les usines du Seigneur, je présume, en tenant compte d'une telle définition, le chiffre serait sensiblement inférieur à onze milliards de dollars nous a alors déclaré le ministre.

Il faut être on ne peut plus hypocrite pour prétendre qu'il ne s'agit là que d'une question de définition. Le gouvernement blâme tous ceux dont le nom leur vient à l'esprit. Il dit que les Arabes sont la cause de nos problèmes. Il blâme le gouvernement des États-Unis lorsque cela fait son affaire. Il blâme les syndicats et les employeurs. Il blâme tout le monde sauf celui dont la culpabilité saute aux yeux, lui-même.

Ce qui est encore pire, c'est que le gouvernement tente de minimiser la gravité de la situation. Nous avons un déficit commercial au compte courant de plus de quatre milliards de dollars; notre taux de chômage n'a jamais atteint un niveau aussi élevé en quarante ans, et il est incidemment plus élevé ici que dans tout autre pays industrialisé, notre taux d'inflation se maintient à des niveaux dangereux, et le ministre a quand même eu le culot de dire aux journalistes du *Financial Times* en novembre dernier: «... et dans dix ans, les gens diront que 1977, c'était le bon temps.»

Le ministre des Finances a envoyé son secrétaire parlementaire pour le remplacer à la Chambre ce soir parce qu'il n'aime pas affronter les députés. J'espère que le secrétaire parlementaire essaiera de pallier aux erreurs du ministre.

M. Ed. Lumley (secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le ministre ne peut être ici ce soir parce qu'il s'adresse aux Canadiens d'une façon très positive. Comme le député le sait sans doute, c'est habituellement le secrétaire parlementaire qui représente le ministre en fin de soirée.

Pour se faire une idée juste de notre performance par rapport à celle des États-Unis, il est nécessaire de considérer plus d'un indicateur économique, contrairement à ce qu'a fait le député d'en face. Quand on considère les choses d'une façon plus globale comme je le ferai, il ne devient pas du tout évident que notre performance laisse gravement à désirer par rapport à celle des États-Unis.

Bien que les récentes hausses de prix aient été un peu plus élevées au Canada que chez nos voisins du Sud, il est d'autres domaines de l'activité économique où nous avons mieux réussi, et dans certains cas beaucoup mieux, que nos voisins américains. Ainsi, par rapport à 1974, la formation de capital fixe des entreprises s'est accrue de près de 50 p. 100, tandis qu'elle atteignait moins de 30 p. 100 aux États-Unis. Nos exportations de marchandises se sont accrues de 40 p. 100 au cours de la même période, tandis que celles des États-Unis s'accroissaient de moins de 30 p. 100.

● (2217)

C'est vrai que dernièrement le taux d'inflation, calculé à partir de l'indice des prix à la consommation, a augmenté plus vite au Canada qu'aux États-Unis. En décembre, l'indice au Canada était plus élevé que l'an dernier de 9.5 p. 100. Aux États-Unis, l'augmentation était de 6.8 p. 100.

L'écart entre ces taux peut être réduit sensiblement si l'on étudie séparément les prix des aliments et des autres produits de consommation. En utilisant les mêmes comparaisons d'une